

De la crise à la dévaluation du franc CFA : les évolutions technologiques et sociales de l'agriculture intensive familiale bamiléké

Isabelle Grangeret-Owona

On s'accorde généralement pour considérer l'agriculture bamiléké comme économiquement performante, car elle réussit à gérer correctement fertilité des sols et sécurité alimentaire sans abandonner son autonomie de fonctionnement. Elle aurait conservé une surface cultivable toujours suffisante dans chaque exploitation, malgré la pression démographique, grâce à la transmission intégrale des terres à un héritier unique. L'élevage associé à l'agriculture semblait concourir au maintien de la fertilité des sols, par le biais des restitutions de fumier dans les champs, tout en garantissant une indépendance vis-à-vis des engrais chimiques [1-3]. Qui plus est, l'exploitation agricole utiliserait des savoir-faire sociaux, comme la tontine, pour faire face à ses besoins de trésorerie et financer des investissements agricoles. Les associations de cultures vivrières et de café lui procureraient ainsi des reve-

nus diversifiés sans nuire à sa couverture alimentaire.

Vision idyllique ou réalité en 1994 ? Comment cette agriculture, présentée comme hautement perfectionnée socialement et agronomiquement, traverse-t-elle la crise et l'ajustement ? N'est-elle pas amenée à relâcher ses disciplines sociales et à perdre un certain nombre d'acquis agronomiques ? La dévaluation du franc CFA peut-elle lui permettre de rebondir ? Ses effets sont-ils trop tardifs ou seront-ils de trop courte durée pour relancer un appareil de production quelque peu délaissé [4] ?

Retrait de l'État et libéralisation d'une agriculture très exposée

Les perturbations engendrées par le désengagement de l'État

Certaines mesures macro-économiques, prises par le gouvernement camerounais

depuis 1987 afin de rétablir l'équilibre de son budget, ont eu des implications directes sur le secteur agricole [4]. Il en va ainsi de la diminution, dans une proportion de 50 %, du prix payé au producteur pour le café *Arabica* au cours de la campagne 1988-1989, à la suite de l'effondrement du système de stabilisation [5, 6]. Bien que cette mesure fasse suite à une perte progressive du pouvoir d'achat du kilo de café *Arabica* depuis plusieurs décennies [7], elle a ébranlé les planteurs qui se sont sentis abandonnés par l'État.

Ce désengagement étatique s'est confirmé ensuite dans le domaine de l'encadrement et des subventions aux intrants. On a assisté ainsi à la disparition des structures chargées d'effectuer l'entretien phytosanitaire des plantations. Les subventions de l'État aux engrais sont passées de 66 % du prix à l'exploitant, au moment du monopole public, à 36 % lors de la campagne 1988-1989, puis à 30 % en 1989-1990, à 20 % en 1990-1991 et, enfin, à 0 % en 1992 [8]. Le réseau coopératif [9] a, pour sa part, choisi de réduire les quantités d'engrais subventionnés. La libéralisation du secteur engrais s'est traduite par une augmentation des coûts de 28 % en 1990 [10]. Le prix du sac est passé ensuite de 1 700 à 3 500 F CFA avant la dévaluation. Le sac d'engrais le plus utilisé (20-10-10) se vendait plus de 7 500 F CFA

I. Grangeret-Owona : projet OCISCA, BP 1617, Yaoundé, Cameroun.

Tirés à part : I. Grangeret-Owona

Nous remercions Georges Courade d'avoir revu ce texte dont nous assumons les erreurs ou imperfections éventuelles.

en octobre 1994, dix mois après la dévaluation.

La libéralisation de la commercialisation a été effective : même si les structures concurrentielles privées sont loin de s'être mises en place, les planteurs ont en théorie le libre choix de leur acheteur et du prix de vente du produit. L'État a conservé cependant un prix minimum de référence pour donner une base de négociation. On constatera néanmoins que la région bamiléké, comme d'autres au Cameroun [11], reste attachée au réseau coopératif de commercialisation, malgré de vives critiques à son égard.

Ce changement d'environnement économique est d'autant plus ressenti qu'il intervient au moment où les exploitations caféières ont déjà perdu une partie de l'autonomie et de la souplesse qui caractérisaient leur fonctionnement d'antan.

Le maintien de la fertilité en question

L'exploitation agricole s'était fragilisée bien avant la crise actuelle, dans la mesure où elle dépendait de plus en plus de l'extérieur pour son approvisionnement en engrais et pour la vente de ses productions. Les terres sont de plus en plus sollicitées par des systèmes continus de culture qui posent des difficultés pour maintenir le stock en matière organique. Enfin, la caféiculture a vieilli en raison d'une régénération très lente : 5 % seulement des caféières ont moins de 5 ans alors que les 65 % d'entre elles ont plus de 30 ans, la moyenne se situant autour de 29 ans. Les planteurs ont laissé vieillir le verger caféicole, sans programmer un véritable rajeunissement des plantations, même en période de prix soutenus. Un quart des grands planteurs seulement a effectué de véritables replantations, autres que le remplacement pied par pied des individus morts de vieillesse et de maladie.

Le vieillissement des planteurs eux-mêmes (59 ans en moyenne) explique cette situation, conséquence d'un départ généralisé des jeunes vers la ville pour faire des études ou rechercher un travail. Dès lors, l'agriculture se féminise et les actifs restés au village vieillissent. Travail d'homme, la caféiculture a souffert de ce manque de main-d'œuvre jeune.

Les engrais, introduits avec succès au début des années 50, ont été, pendant un temps, un palliatif masquant momentanément les effets d'une diminution du

potentiel de production. On estimait à 79 %, en 1980, la proportion des caféières *Arabica* bénéficiant d'une fertilisation chimique, contre 55 % pour le *Robusta* [12]. L'usage des engrais devenait d'autant plus indispensable que s'opérait, sous la pression démographique, un abandon partiel des techniques plus traditionnelles de conservation de la fertilité des sols. Au cœur de la zone du café *Arabica*, en 1991, 70 % des exploitations ne pouvaient plus conserver de terres en jachère. Cette proportion est déjà de 30 % dans les périphéries où la pression, moins forte, permet encore l'intégration d'une période de repos sans nuire à la sécurité alimentaire des huit personnes présentes en moyenne sur l'exploitation.

Si ce déficit en terres s'est rapidement aggravé, c'est que le mode de transmission foncier particulier, qui voulait qu'un seul héritier dispose de la totalité du patrimoine foncier, n'a pas résisté à l'évolution des rapports aînés-cadets. Aujourd'hui, la plupart des enfants présents ou absents du village exigent un lopin pour construire leur maison sur leur lieu de naissance, faisant de la succession un moment privilégié de l'émiettement de l'exploitation, avec répartition de trois lots et demi en moyenne à chaque décès. Cette évolution semble inexorable car il est indispensable à chacun d'avoir, sur la terre des ancêtres, une résidence appelée à devenir sa dernière demeure. De plus, la distribution des droits de culture, devoir d'assistance traditionnel que l'on a aussi bien envers la parenté que le voisinage, rend la situation foncière plus rigide encore.

Ces contraintes obligent à recourir à une intensification toujours plus poussée de l'utilisation des terres pour conserver des exploitations viables. C'est pourquoi 82 % des parcelles sont cultivées en première campagne (de mars à août), les jachères ne représentant pas plus de 7 % des superficies cultivables. Un deuxième cycle de culture (septembre-décembre) concerne encore un tiers des parcelles. Les superficies cultivées annuellement par rapport à la surface agricole utilisable (foncier diminué des taillis, chemins et autres zones incultes) sont de l'ordre de 90 %. Il faudrait, par ailleurs, que la surface soit multipliée par deux et demi ou trois et demi pour la même quantité de semences en culture pure, pour obtenir les surfaces emblavées par les plantes associées cultivées sur deux cycles. Le

nombre de cultures en association, sept à huit en moyenne, est très élevé, traduisant, lui aussi, une utilisation poussée des ressources du sol.

Dans ce contexte, la fertilisation chimique apparaît comme un élément-clé de la pérennité du système. Créant une dépendance vis-à-vis de l'extérieur, les onze sacs d'engrais achetés en moyenne par exploitation assurent une fertilisation de 210 kg/ha, ce qui est considérable en Afrique. On observera toutefois que ces quantités demeurent encore insuffisantes pour reconstituer la fertilité dans l'ensemble de l'exploitation.

L'épidémie de peste de 1982, qui a fait disparaître l'élevage porcin de la moitié des exploitations (en 1984, 42 % des exploitations élèvent des porcs contre 86 % en 1980), a contribué à aggraver le déficit des sols en matière organique, les exploitations agricoles étant incapables d'effectuer des restitutions humiques suffisantes. Ni les quelques sacs de fiente de poulet achetés (souvent mal utilisée car non mélangée à des matières végétales pour donner de l'humus), ni les débris végétaux apportés dans 21 % des parcelles ne peuvent compenser cette perte en fumier, lequel était appliqué dans 46 % des parcelles avant la peste porcine.

Des marges de manœuvre étroites au terme de sept ans de crise et d'ajustement structurel

Sept ans de crise dans les caféières (1987-1993)

Le coût des intrants sur café *Arabica* en 1992 ne dépassait pas 16 000 F CFA par hectare. Si 45 % de planteurs traitaient le café avec des produits chimiques avant 1987, 30 % seulement le faisaient en 1991. Depuis la chute des prix, les producteurs ont plutôt maintenu la plantation en situation d'attente. Seul le désherbage est fait automatiquement par les femmes au moment de la préparation

du sol pour les cultures vivrières, en février et mars de chaque année.

Les performances de la caféiculture dépendent autant de l'attention portée à son renouvellement que de l'entretien des plants. Des plantations vieillissantes, peu ou mal entretenues, vont donc donner de très faibles rendements : 170 grammes par pied en 1984, 50 grammes par pied en 1992, soit une réduction des deux tiers. La baisse des prix s'ajoutant à celle de la production, le revenu monétaire tiré du café en 1992 a été réduit au tiers de sa valeur antérieure [4].

Tous les producteurs ne connaissent pas les mêmes difficultés. Structurant le milieu agricole, le café n'a ni le même statut, ni le même mode de gestion, si l'on est petit ou grand planteur, orienté principalement vers le maraîchage ou réalisant une activité extérieure à l'exploitation. Sa place dans les revenus n'est pas partout centrale, en raison de la taille des plantations, des spécialisations marchandes entraînées dans le secteur vivrier ou maraîcher et des activités extérieures mises en œuvre dans le commerce, l'artisanat ou le salariat.

La reconversion vers d'autres productions [13] n'est donc pas envisagée avec la même détermination selon la place du café dans les revenus. Si 78,4 % des moyens planteurs et 70,7 % des grands planteurs pensent maintenir la caféiculture, les petits planteurs et double actifs, ayant des plantations de café de moins de 500 pieds, ne sont que 68 % à penser de même : 1,8 % des petits planteurs ont pensé arrêter la caféiculture contre 4,2 % des double actifs. Ces derniers ont des possibilités de reconversion beaucoup plus larges et, lorsque la décision d'arracher est prise dans des ménages ayant une activité extérieure, il s'agit pour eux de libérer des terres et une main-d'œuvre qu'ils pensent pouvoir mieux utiliser. Les petits planteurs, en revanche, abandonnent cette activité sans possibilité de substitution, faute de crédits, et se marginalisent. Ces petites plantations représentent moins de 15 % du verger et 20 % des ménages. Il faut s'interroger sur le coût social de cet échec qui remet en cause, à terme, le système social bamiléké actuel, fondé sur une mobilité économique, géographique et sociale qui n'a plus d'espace pour s'exercer. Si la tendance se prolonge, le choix devra se faire entre l'innovation et la désagrégation sociales.

Summary

From crisis to devaluation of the CFA franc: technological and social changes in intensive domestic farming among the Bamileke of western Cameroon

I. Grangeret-Owona

Due to their dependence on fertilisers and market outlets, Bamileke coffee farmers have been badly hit by the recent economic crisis. The situation was exacerbated by the soil being over-worked and its fertility maintained only by the massive use of chemical fertilisers, unprecedented in African peasant family farming. In addition, the farms were old and poorly kept up, fertilising was elusive and exorbitantly expensive, and farmers were unable to benefit from devaluation and the 1994 boom in coffee prices. Given the state of indebtedness, relatively little diversification – which might have alleviated some of the problems – took place; often, this was merely represented by a decrease in land-use intensity. Disturbing social rules intended to manage high population densities in limited areas resulted in social breakdown, hand-in-hand with increasingly careless farm management jeopardising the land's fertility. Is the "family model" of intensive farming doomed to disappear? Whether it survives or not will depend on the players and their aptitude for social innovation, and on the presence of a "real" agricultural policy.

Cahiers Agricultures 1995 ; 4 : 45-51.

Le maintien de la fertilité menacé par la baisse de la consommation d'engrais

En réponse à la question : « Que feriez-vous face à un doublement du prix des engrais ? », près d'un caféiculteur sur deux répondait en 1990 qu'il répercuterait directement cette augmentation sur la fertilisation de sa caféière, en diminuant ou en arrêtant les apports en fertilisants. Ces intentions ont été concrétisées en 1992 par l'arrêt de l'utilisation d'engrais dans 46 % des exploitations. À la même question, en 1990, un exploitant sur quatre envisageait de remplacer les engrais chimiques par un apport de matière organique (fiente de poule ou fumier de porc). Ce projet ne s'est pas concrétisé, puisque en 1992, si l'on a substitué partiellement le fumier à l'engrais chez près de la moitié des producteurs, ces amendements ont été destinés aux cultures vivrières et maraîchères : 16 % seulement des exploitants ont amendé leurs caféières. Des menaces sérieuses pèsent donc sur la fertilité des sols, les caféières étant plutôt moins soignées que d'autres cultures.

Cela se traduit par une diminution de rendement des cultures les plus sensibles à l'absence de matière organique, rencontrées fréquemment sous les caféiers, comme le macabo ou le taro et, dans quelques secteurs, par la disparition pure et simple de cultures comme l'arachide.

Diversifications nouvelles difficiles et repli sur les productions vivrières

Les solutions de remplacement à la caféiculture sont peu nombreuses [1, 13] et ne sont pas faciles à mettre en œuvre eu égard notamment aux difficultés à se procurer des engrais. Testé par environ la moitié des agriculteurs, le maraîchage a fait l'objet de nombreux abandons, à la suite des difficultés de maîtrise du processus productif (lutte contre les maladies, fertilisation, rotation), mais surtout à cause des problèmes de commercialisation sur des marchés locaux rapidement saturés. Les trois quarts des abandons de l'élevage de porc sont liés aux maladies ou à l'incapacité de réaliser des ventes lucratives. Un tiers des éleveurs de porcs sont contraints, faute de disponibilités financières, de

vendre les porcelets avant la période avanta-
geuse de valorisation (9 mois). On
explique ainsi 31 % d'abandons d'élevage
porcin et 27 % d'élevage de poulets.

Parmi les activités développées pour
contrer les effets de la crise, on trouve
23 % de productions autrefois impor-
tantes et réactivées pour la circonstance.
Les producteurs se sentent plus à l'aise
dans la production de plantain, cola,
calebasses, vin de raphia, safou ou dans
la vente de bois, que dans le maraîchage
et l'élevage intensif d'animaux hors sol.

Des tentatives de diversification des pro-
ductions ont eu lieu dans quatre exploi-
tations sur cinq, avec des succès mitigés
que l'on peut mettre facilement en rap-
port avec la chute des revenus du café
Arabica (tableau 1). Plusieurs activités
(2,3 en moyenne) viennent remplacer le
café dans un système de culture qui, sans
avoir trouvé de véritable substitut,
semble s'orienter vers un émiettement
des spéculations afin de minimiser les
risques. Les choix se sont toutefois sur-
tout portés sur des cultures ne mobili-
sant pas des savoir-faire sophistiqués.

La production vivrière a procuré aux
exploitants des ressources en hausse entre
1991 et 1993 (+ 36 %), devenant la
deuxième source de leur revenu (derrière
les revenus non agricoles) et la première
ressource agricole ; elle reste malgré tout
bien insuffisante pour pouvoir prendre le
relais de la caféiculture.

Les défenseurs de la substitution des cul-
tures vivrières ou maraîchères au café
soulignent les marges bénéficiaires déga-
gées à l'hectare par ces dernières, la ques-
tion du débouché étant supposée résolue.
En effet, les calculs effectués à partir des
rendements de quelques champs et des
prix de vente pratiqués sont impression-
nants : 1,46 million de F CFA pour un
hectare de chou, 750 000 F CFA pour la
même surface en tomate, 630 000 F
CFA s'il s'agit de goyave et jusqu'à
4,3 millions de F CFA pour le piment.
On est loin des 130 000 F CFA qu'on
pouvait espérer jusqu'à la campagne

1993-1994 avec un hectare de café *Ara-
bica*, ou même des 640 000 F CFA
qu'on en tirait avant la crise.

C'est oublier un certain nombre de
conditions que peu d'exploitations peu-
vent remplir pour se lancer « en grand »
dans de telles activités. La première
concerne la main-d'œuvre à mobiliser :
s'il est relativement facile de conduire
3 000 pieds de café (environ 1,5 ha),
c'est moins vrai pour un hectare de
chou. L'approvisionnement en intrants,
très coûteux, n'est pas facile à mettre en
œuvre et il est aujourd'hui conseillé
d'habiter à proximité d'une coopérative
pour être approvisionné correctement.

De plus, la crise affecte de nombreuses
activités (activité maraîchère, vivrière,
élevage, prestations non agricoles) dont
les débouchés sont en étroite relation
avec le pouvoir d'achat des citadins, en
baisse depuis les diminutions considé-
rables des salaires des fonctionnaires,
tombés en moyenne à 45 % de leur
valeur nominale d'avant 1987.

Trouver des solutions de remplacement
au café paraît, en définitive, fort com-
plexe puisqu'on se heurte à des pro-
blèmes aussi bien techniques qu'écono-
miques ou sociologiques, internes ou
externes à l'agriculture. On comprend
pourquoi, au risque de paraître peu ima-
ginatifs, le gouvernement et les bailleurs
de fonds, engagés dans la politique
d'ajustement structurel, ont affiché leur
volonté de relancer le secteur caféicole
pour rétablir la solvabilité internationale
du Cameroun [10].

Le gain d'intérêt pour le café, à la suite
de la dévaluation et de l'amélioration
récente des prix sur le marché internatio-
nal, semble leur donner raison à court
terme.

L'innovation vient des migrants de retour

Le contexte actuel se prêterait volontiers
à l'innovation si les ménages avaient un
minimum de ressources au départ. Les

seuls à pouvoir envisager une réorienta-
tion, au moins partielle, de leurs activités
sont les double actifs ou ceux qui ont
déjà travaillé en dehors de l'agriculture.
Les migrants de retour ont des atouts
supplémentaires qu'ils doivent à un pas-
sage en ville qui a rehaussé leurs exi-
gences vis-à-vis de leur niveau de vie, qui
leur a donné des informations sur les
marchés urbains ou sur la façon de
s'approvisionner en produits phytosanita-
ires et en engrais, et qui leur a permis
de faire quelques économies. Plus jeunes
que la moyenne, ils ont aussi un niveau
scolaire plus élevé. Mais pour une per-
sonne qui rentre au village pour
répondre à une incitation (recueil de
l'héritage), deux le font à cause des diffi-
cultés rencontrées en ville.

Ces migrants de retour ont su créer leurs
propres systèmes de production en
recherchant de nouveaux créneaux, sans
prendre *a priori* beaucoup de risques. Ils
cherchent des cultures plus rustiques que
le chou et la tomate, moins exigeantes en
termes de sol et de traitement phyto-
sanitaire, moins délicates à commercialiser,
ou encore des productions moins ris-
quées que l'élevage de poulet hors sol. Ils
ont compris que pour produire, il faut
pouvoir vendre et que pour vendre en
période de prix élevés, il faut pouvoir
conserver. Dans ces conditions, le
piment, les fruits (goyaves, safou), les
lapins, les canards, le palmier sélectionné
les attirent. Ils sont sensibles aux aspects
techniques : le paillage pour conserver
l'humidité, l'apport de fumier pour amé-
liorer la fertilité, le séchage pour différer
la vente, l'extraction artisanale d'huile
pour mieux valoriser le produit.

Ces nouvelles exploitations ne se limitent
pas à la sphère productive : la façon de
concevoir le partage des tâches se modi-
fie, homme et femme participant à tous
les travaux. Les rapports de confiance
dans le couple évoluent, la femme va
vendre la production commune (ce
qu'on ne peut voir ailleurs) et 58 %
d'entre elles conservent une activité hors

Tableau 1

Nombre d'activités nouvelles introduites dans l'exploitation selon la date d'introduction (1982-1992)

Année	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
N. act.	8	3	4	11	10	13	17	23	23	37	44

Number of new activities taken up in farms according to year (1982-1992)

exploitation qui sert, le cas échéant, d'amortisseur aux fluctuations de trésorerie.

Plus que jamais, pour avoir un bon revenu en pays bamiléké, il faut être jeune, avoir été scolarisé jusqu'au secondaire, avoir des idées pour améliorer sa production et des relations pour la vendre [14].

Les gagnants et les perdants de la crise

La pluri-activité a fait partie des « solutions » utilisées par certains exploitants. Parmi les activités parallèles envisageables, le salariat agricole a tenu une bonne place, se traduisant par l'emploi des jeunes agriculteurs chez les plus âgés, au risque d'en arriver parfois au paradoxe de l'agriculteur qui cherche du travail alors que son exploitation est elle-même déficitaire en main-d'œuvre. C'est une situation que l'on rencontre dans les exploitations agricoles des marges du plateau bamiléké qui ont une surface cultivable par exploitation plus vaste qu'ailleurs.

Le revenu moyen des pluri-actifs, plus élevé que la moyenne, a été une façon d'accéder facilement à des sources de crédit, tout en gardant un niveau d'endettement modéré, de l'ordre d'un quart des recettes. Ces activités masculines en marge de l'exploitation sont présentes dans 75 % des cas et génèrent près de 60 % des revenus monétaires. Le lancement d'élevages hors sol, activité masculine s'il en est, s'est fait, dans plus de la moitié des cas, grâce à des revenus non agricoles. Le café n'a, pour sa part, financé que 14 % des élevages et les autres cultures 25 %.

À côté des double actifs, les petits planteurs, endettés à hauteur de 45 % de leurs recettes, absorbent huit emprunts sur dix et consacrent, en priorité, ces prêts à des besoins sociaux. Ils sont loin d'avoir les mêmes possibilités de reconversion que les double actifs et leur situation précaire ne date pas de la dernière crise, comme en témoignent les emprunts contractés par ces exploitations avant 1987. Depuis cependant, l'emprunt s'est généralisé et on évalue à 70 % la part des ménages obligés de recourir à l'emprunt pour répondre à leurs besoins immédiats.

Produit d'une organisation sociale perfectionnée, la tontine (association conviviale d'épargne et de crédit reposant sur des liens de solidarité et un contrôle social) est l'instrument privilégié de

l'emprunt contracté par l'exploitant agricole (63 % des emprunts et 56 % de leur valeur), tout en étant à l'origine de la plupart des entreprises bamiléké [15].

Les quelques emprunts effectués dans les banques sont le fait des ménages les plus riches et concernent des montants plus élevés que la moyenne (1 % du nombre des emprunts et 17 % du volume monétaire), alors que les tontines peuvent refuser un prêt aux ménages les plus pauvres [16, 17] dont le seul recours demeure la famille (8 % des emprunts) ou les amis (26 % d'entre eux).

Un indicateur des difficultés connues par les ménages est le manque permanent de trésorerie, obligeant certains à emprunter pour rembourser une créance antérieure. Cette pratique de la « cavalerie » correspond à une fuite en avant qui, si elle donne lieu à des défaillances dans le remboursement des tontines, expose les ménages à de graves sanctions sociales, notamment l'exclusion.

Dès lors, la dernière crise est venue renforcer les inégalités sociales dans une société extrêmement hiérarchisée où la position sociale de chacun ne manque jamais d'être rappelée à toute occasion (codes vestimentaires lors d'un deuil, toiture des habitations, etc.). Tous les planteurs ont souffert de cette crise, mais ceux qui avaient une assise financière plus importante ont été les mieux placés pour se reconvertir. L'écart entre les petits planteurs et les pluri-actifs, catégorie sociale la plus aisée, s'accroît, reflétant une échelle des revenus monétaires s'étalant de un à dix et des pouvoirs d'achat sans commune mesure. L'augmentation des transactions foncières depuis 1987 témoigne aussi de l'ampleur des difficultés de certains, obligés de décapitaliser partiellement, et donne lieu à une recomposition foncière qui pourrait avoir des conséquences importantes.

La gestion des budgets est rendue difficile par la scolarité des enfants qui correspond, pour les exploitations les moins favorisées, aux trois quarts des ressources. Les charges n'ont pas varié dans le même sens que les revenus : ce qui était tolérable en période de vaches grasses est devenu pénible à supporter. Si très peu de ménages ont été contraints ou convaincus d'abandonner l'école, on procède à divers artifices pour en réduire les coûts : changement d'établissement pour 5 % des ménages, retrait des élèves médiocres pour 14 % ou des filles pour 6 % d'entre eux.

La dévaluation consolide les gagnants de la crise sans constituer une chance pour les perdants

Six mois après la dévaluation de 50 % du F CFA, il est difficile d'en apprécier tous les effets directs ou indirects [4]. L'état de l'agriculture bamiléké conditionne sa faculté à se saisir des occasions offertes, les différentes catégories de planteurs n'ayant pas la même capacité à réagir, sept ans après les débuts de la crise. L'évolution de l'ensemble des prix comme les processus de libéralisation de la filière café et de mise en place du marché sont de nature à prolonger ou à freiner les effets mécaniques positifs de la manipulation monétaire en l'absence de mesures d'accompagnement destinées aux planteurs.

Le doublement du prix du café au producteur, opéré par le simple jeu mécanique de la dévaluation et amplifié par la remontée des cours mondiaux, n'a pas encore profité aux producteurs de café *Arabica*, comme cela fut le cas des producteurs de cacao et de café *Robusta*, puisque l'essentiel du café venait d'être vendu au moment de la dévaluation.

En juin 1994, les effets de la dévaluation ne sont toujours pas visibles dans le paysage : le maïs en pleine croissance recouvre les caféières taillées très sévèrement. Si quelques agriculteurs comptent bien retourner dans leurs plantations, certains grands planteurs ont déjà réutilisé, sans trop de problème, des pépinières qu'ils avaient abandonnées depuis plusieurs années pour régénérer un appareil de production trop vieux. Ceux qui s'étaient débarrassés des pépinières de caféiers, qu'ils pensaient devenues inutiles, n'ont pas toujours la possibilité d'acheter des plants pour effectuer les remplacements nécessaires. Réalistes, ils savent qu'il faudra au moins cinq ans pour remettre à niveau des caféières affaiblies par sept années de mauvais traitements ou pour amener une jeune plantation à produire.

La fertilisation de la caféière redevient nécessairement prioritaire, même avec

des engrais à prix fort que l'on commence à payer 7 800 F CFA le sac de 50 kilos et que l'on doit aller chercher souvent dans des marchés éloignés (Bafoussam). Même si le prix des engrais fait quasiment tripler les coûts de production, le café, acheté en août et septembre 1994 750 F CFA le kilo, apparaît comme très attractif.

Nombreux sont les planteurs qui, surpris par cet intérêt subit pour la caféiculture, ne sont pas prêts pour autant à abandonner le café, ou les cultures de remplacement dont ils avaient intensifié la production. Autrement dit, la dévaluation et la flambée des cours stabilisent la culture du café *Arabica*, sans infléchir l'attitude de ceux qui n'ont pas « mis leurs œufs dans le même panier ». Ceci donne aux « gagnants » de la crise une possibilité de s'enrichir encore plus, tout en laissant espérer aux autres quelques profits pour les prochaines campagnes... si les cours du café se maintiennent à des niveaux élevés et si l'État n'est pas tenté de prélever sa dîme au passage !

Le regain d'intérêt pour le café *Arabica* se fera sentir sur les cultures vivrières destinées à la vente. La diversification engagée en direction des productions animales, bien rémunérées depuis la dévaluation, va se poursuivre. Le maintien de l'intensification de la production vivrière présuppose l'utilisation intensive d'engrais, de plus en plus difficiles à valoriser par la vente des vivres, mal organisée et peu profitable. On peut penser que les perdants feront les frais de la dévaluation, sachant que sans engrais, les rendements deviennent aléatoires comparés à ceux enregistrés à l'époque de l'artificialisation poussée [3].

Conclusion

Le planteur de café *Arabica* a, plus que tout autre au Cameroun, souffert durement de la crise parce qu'il y était plus exposé. Ayant recours massivement aux engrais pour maintenir la productivité de ses sols en raison des fortes densités d'occupation, il a subi de plein fouet les effets du désengagement de l'État, de la raréfaction et de la hausse des prix des intrants, importés en totalité. Enfermé dans un fonctionnement plus contraignant qu'auparavant, la gestion agronomique et sociale de son exploitation s'étant dégradée, il n'a pu qu'engager

une diversification timide de ses activités sans trouver de véritable produit de substitution au café (cela est vrai surtout pour les « petits » planteurs). Il n'a pas encore profité de la dévaluation et de la hausse spéculative des cours, survenues immédiatement après la vente de la campagne 1993-1994, sa caféière n'étant pas en état de réagir rapidement aux « signaux du marché » (vieux plants délaissés, intrants chers et difficiles à se procurer). Son incapacité à se procurer immédiatement des engrais s'est ajoutée à l'inertie biologique d'un matériel végétal resté inexploité pendant plusieurs années, ou parfois taillé très sévèrement. Ceci explique qu'aucune augmentation significative de la production caféière ne puisse être attendue avant deux ou trois ans. La forte inflation, non contrôlée depuis le deuxième trimestre 1994, ne permet pas d'espérer une amélioration de son pouvoir d'achat lors des prochaines campagnes, l'inflation ayant grignoté sérieusement les profits de la dévaluation de janvier 1994.

L'agriculture bamiléké se reconstruit donc autour d'autres pôles de production, plus diversifiés et régionalisés (production végétale ou animale, agro-foresterie ou cultures annuelles) que l'on peut considérer comme un gain en rusticité par rapport à l'option « tout café ». Elle dispose encore de certains atouts à ne pas dilapider : des sols encore bien conservés malgré la pratique de plus en plus fréquente de la culture continue, une écologie autorisant un large éventail de productions, des savoir-faire « traditionnels » limitant la dégradation des sols.

Ce qui se dessine cependant, c'est une régression technique, avec la réduction de l'intensification exceptionnelle qu'avait connue la région bamiléké, avec une aggravation des inégalités qui appelle une nouvelle régulation sociale, susceptible de rendre à nouveau plus flexible une agriculture rigidifiée, faute d'innovation sociale susceptible de promouvoir de nouvelles technologies. Les « élites » bamiléké de différents milieux sauront-elles trouver le compromis nécessaire pour surmonter la crispation actuelle qui marginalise les perdants de la crise, pour que les cadets sociaux continuent à se sentir solidaires de leurs aînés dans une société aussi inégalitaire ? Il est difficile de répondre à cette redoutable question qui renvoie le destin d'un groupe social à sa capacité de résistance à un environnement économique qu'il subit plus qu'il n'en tire parti ■

Sources et remerciements

Les données citées sont tirées d'enquêtes effectuées par plusieurs chercheurs du projet Ocisca (Observatoires du changement et de l'innovation sociale au Cameroun), animé par G. Courade, chercheur Orstom de 1990 à 1994. Ces enquêtes ont porté, l'une sur 350 ménages de la chefferie bafou dans la Ménoua (1991 et 1993), l'autre menée par l'auteur et P. Janin sur 100 exploitations agricoles bamiléké de la province de l'ouest du Cameroun (projet Adoc, Agriculture de l'ouest du Cameroun) en 1992. Par ailleurs, les résultats de l'enquête Stabex-Minpat-Orstom de janvier-mai 1994 auprès de 500 planteurs a été mise à contribution pour évoquer les réactions de ceux-ci à la dévaluation.

Références

1. Grangeret-Owona I. Les nouvelles pratiques des exploitants agricoles bamiléké sous l'effet des ruptures anciennes et de la conjoncture actuelle. In : Courade G, éd. *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*. Paris : Karthala, 1994 : 112-27.
2. Gourou P. *L'Afrique tropicale. Nain ou géant agricole ?* Paris : Flammarion, 1991 ; 225 p.
3. Ducret G, Grangeret I. (opération bafou 1) *Quelques aspects des systèmes de culture en pays bamiléké*. Dschang : CUDS-Dép. Agriculture, Paris : MRE-CODEV, 1986 ; 33 p. + annexes, multigr.
4. Courade G, éd. *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*. Paris : Karthala, 1994 ; 410 p.
5. Courade G, Grangeret I, Janin P. La liquidation des bijoux du Prince : les enjeux de la libéralisation des filières café/cacao au Cameroun. *Politique Africaine* 1991 ; 44 : 121-9.
6. Alary V. Le concept d'« infériorité de marché » : l'exemple du marché du café *Arabica* du Cameroun. In : Courade G, éd. *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement structurel*. Paris : Karthala, 1994 : 98-111.
7. Daviron B, Fousse W, et al. *La compétitivité des cafés africains*. Paris : Ministère de la Coopération, 1993 ; 252 p.
8. Abbot RD, Llyod DA. *Privatization of fertilizer marketing in Cameroon: a third assessment of the fertilizer sub-sector reform program*. (Abt Associates et Postharvest Institute for Perishables of the University of Idaho.) Washington DC : USAID, 1991 ; 26 p + 27 p. annexes, multigr.
9. Courade G, Eloundou-Enyegue PM, Grangeret I. L'Union centrale des coopératives agricoles de l'ouest du Cameroun (UCCAO) : de l'entreprise commerciale à l'organisation paysanne. *Tiers-Monde « Politiques agraires et dynamismes paysans »*, 1991 ; XXXII : 887.
10. Agricultural Marketing Improvement Strategies Project, *Incidence du programme de réforme du sous-secteur des engrais sur les producteurs : résultat de trois enquêtes au niveau des exploitations agricoles*. (Abt Associates et le Postharvest Institute for Perishables of the University of Idaho.) Washington DC : USAID, 1991 ; 43 p. multigr.

11. Courade G, Alary V. De la libéralisation à la dévaluation : les planteurs attendent leur réévaluation. In : Courade G, éd. *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement structurel*. Paris : Karthala, 1994 : 184-203.

12. Projet hauts plateaux de l'Ouest, cellule de suivi et d'évaluation. *Enquête de base sur la zone du Projet hauts plateaux de l'Ouest (avril 1980-mars 1981)*. Bafoussam : UCCAO/PHPO/MINAGRI/DEP, 1981 ; 215 p. multigr.

13. Tchouamo IR. Les impasses des stratégies de substitution chez les planteurs de l'ouest du Cameroun. In : Courade G, éd. *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement structurel*. Paris : Karthala, 1994 : 344-53.

14. Eloundou-Enyegue P. La recomposition des solidarités ville-campagne avec la crise : rétrécissement et réciprocité. In : Courade G, éd. *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement structurel*. Paris : Karthala, 1994 : 221-35.

15. Warnier JP. *L'esprit d'entreprise au Cameroun*. Paris : Karthala, 1993 ; 303 p.

16. Foko E. Les transformations du système d'épargne rurale avec la crise dans l'ouest du Cameroun. In : Courade G, éd. *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement structurel*. Paris : Karthala, 1994 : 356-65.

17. Janin P. Consommer, épargner ou investir : les priorités de l'agriculture de plantation en période de crise. In : Courade G, éd. *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement structurel*. Paris : Karthala, 1994 : 380-8.

Résumé

Le planteur bamiléké de café *Arabica* a subi durement la crise en raison de sa dépendance du marché, pour ses débouchés, et des engrais, pour sa culture. Après avoir conservé la fertilité de sols surexploités par une fertilisation chimique sans équivalent en Afrique dans l'agriculture familiale paysanne, il n'a pu qu'engager une diversification timide de ses activités avec la crise et l'ajustement structurel, en se repliant sur une agriculture d'autant moins intensive qu'il était endetté. Il n'a pu profiter, de la sorte, de la dévaluation et de la hausse spéculative des cours du café en 1994 parce que sa caféière trop âgée et délaissée n'était pas en mesure de réagir rapidement aux « signaux du marché » et parce que l'engrais était rare et hors de prix. Le grippage des régulations sociales destinées à gérer de fortes densités de population sur un espace restreint a donné lieu à des processus de désagrégation sociale qui vont de pair avec une gestion agronomique moins soignée mettant en danger le maintien de la fertilité. Le « modèle familial » d'agriculture intensive va-t-il disparaître ? Son maintien dépendra d'abord du groupe social lui-même, de son aptitude à innover socialement, autant que d'une « véritable » politique agricole.
